

Septembre 2011

n° 104

CONTRASTO

Photo: JJK



sommaire n° 104

Couverture	Jjk - Compub	.....
Edito	ACR	..... 3
Accident à Marcoule	P. Vanek	..... 4-5
Forum transfrontalier	O. de Marcellus	..... 6
OMS Indépendante	A. Katz	..... 7-8
Mühleberg	E. Weiss	..... 9-10
Initiative GSSA	T. Schnebli / L. Gilly	..... 11-12
Le Bugey	A.C. Reimann	..... 13-14
Fukushima	S. Bertrand	..... 14-15
Photovoltaïque	B. Dugas	..... 15-16

PROCHAINS RENDEZ-VOUS SUR LE TERRAIN:

jeudi 6 oct /
jeudi 3 nov / devant l'Hôtel de Ville de 16h30 à 17h15
mardi 13 déc/

piquets de protestation pour inciter l'Assemblée Constituante à réintégrer l'art. 160E dans son projet de Constitution.

Samedi 15 oct.
grand rassemblement au Bugey: 13h30 St-Vulbas.
ContrAtom prévoit un transport en bus, départ 10h30
Place Neuve.

Réservez vos places:
tél. 022 740 46 12 / répondeur ou info@contratom.ch

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

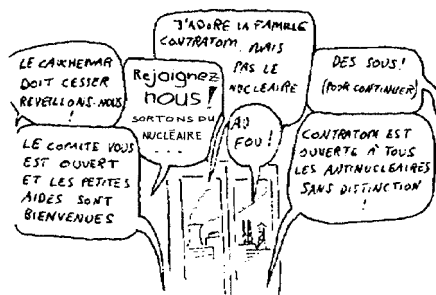
- Tirage 1250 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0**



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 45.- Fr.s les 6 premiers numéros.
Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8**
en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le **CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève**

Chères, chers ContrAtomistes,

Ne croyez pas un mot de la rumeur publique colportant le bruit que ContrAtom serait mise au chômage technique pour cause de sortie du nucléaire! Du coup, nous n'aurions plus qu'à nous reposer sur nos lauriers, tout en nous tournant les pouces!

Hélas, hélas, la situation réelle est loin d'être aussi idyllique: certes, le Conseil Fédéral a pris la décision de renoncer à la construction des nouvelles centrales projetées, ce qui en soi a de quoi nous réjouir, mais parler au sujet de la Suisse d'une sortie du nucléaire est pour le moins fort optimiste quand on sait que nos cinq vieilles centrales qui devaient jusqu'ici s'arrêter après 40 ans d'exploitation, voient leur durée de vie portée à 50, voire 60 ans «si leur état le permet»!

Il s'agit bien plutôt d'une prolongation du nucléaire que d'une sortie! Ainsi, Mühleberg, mise en service en 1972, qui devait être stoppée en 2012 va pouvoir fonctionner jusqu'en 2022, ce qui est une pure folie! Le même scénario dramatique se répète pour les quatre autres centrales, soit Beznau 1 et 2, Leibstadt et Gösgen.

Il n'est donc pas question pour nous, intrépides ContrAtomistes, d'abandonner la lutte! Au contraire, nous allons redoubler d'énergie pour gagner la bataille qui doit nous mener à une sortie réelle du nucléaire, à savoir la fermeture rapide de nos cinq vieilles chaudières atomiques et en premier lieu celle de Mühleberg!

A Genève, nous allons surveiller de près les travaux de la Constituante et si elle persiste à refuser de réintégrer l'article antinucléaire 160E, nous mènerons campagne pour inciter la population genevoise à refuser la nouvelle Constitution!

Nous continuerons à soutenir la lutte des opposants à Mühleberg en participant aux manifs organisées sur le terrain comme nous l'avons fait à Pentecôte en juin dernier et tout récemment en participant à un sit-in de blocage des routes menant à la centrale.

Mais il n'y a pas que les centrales suisses qui nous donnent du souci!

Celle du Bugey, dans l'Ain, située à 80 km de Genève, ainsi que le dépôt de déchets nucléaires qui y est en projet, sont aussi dans notre collimateur.

Une manif sur place organisée par des associations antinucléaires françaises est prévue pour le 15 octobre. ContrAtom prévoit un déplacement collectif pour l'occasion. Manifestez votre intention d'être du voyage par téléphone ou par courriel.

Le pouvoir est aussi dans la rue et nous allons y descendre chaque fois qu'il le faudra!

A bientôt sur le terrain! Courage, on les aura!

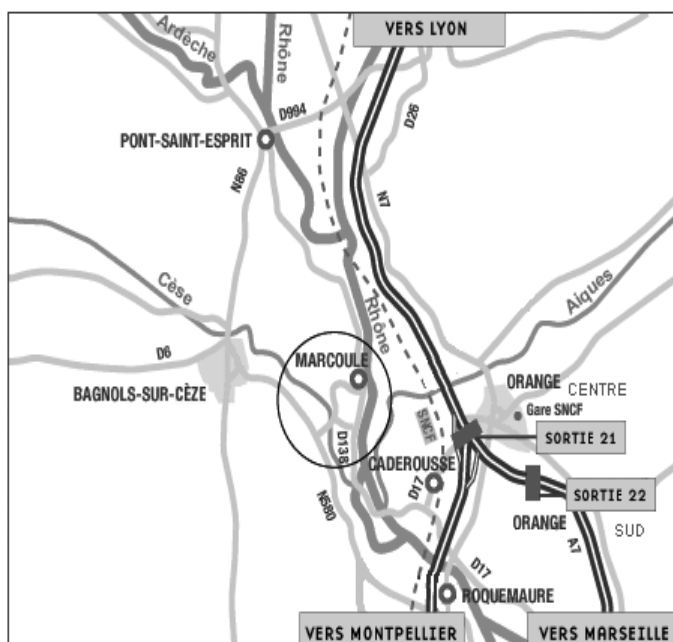
Anne-Cécile





LE NUCLÉAIRE TUE!

Un grave accident a eu lieu le lundi 12 septembre sur le site nucléaire français de Marcoule, dans le Gard, en bordure du Rhône entre Montélimar et Avignon, en pleine région des Côtes-du-Rhône.



Le site de Marcoule en question a un lourd passé - en plus de son présent mortel - en matière nucléaire. C'est en effet en 1956 déjà qu'il a été créé, les premiers réacteurs nucléaires français à usage militaire y ont été mis en service

et le site à une longue et douteuse histoire de bricolage atomique...

On y produit du tritium pour les têtes nucléaires et thermo-nucléaires françaises. Le site a aussi hébergé le prototype de réacteur surgénérateur à neutrons rapides Phénix, qui a cessé de fonctionner en 2009 et qui était l'ancêtre de l'installation Superphénix de Creys-Malville, véritable bombe en puissance dont les antinucléaires ont obtenu la fermeture définitive, notamment grâce à une mobilisation exemplaire des Genevois-e-s et de leurs autorités au nom de l'art. 160E de notre Constitution.

Sur le site on trouve encore l'installation Melox qui fabrique des assemblages de combustible atomique dit MOX, élaborés à partir d'un mélange d'oxyde d'uranium et de plutonium, combustible nucléaire particulièrement toxique et problématique pour le pilotage des réacteurs... Sans parler encore des nombreux «laboratoires» et ateliers de traitement et de conditionnement de déchets qu'on trouve dans les parages.

Un four explose dans une installation insécure

C'est dans cette véritable pétaudière atomique, comportant de nombreuses installations nucléaires où l'on stocke de grandes quantités de déchets radioactifs et on manipule du combustible MOX, donc du plutonium qu'un four a explosé ce lundi 12 septembre à 11H45, causant un mort et quatre blessés dont un très grièvement.

Le four en question n'est pas un incinérateur banal, l'usine Centraco (Centre de traitement et de conditionnement des déchets de faible activité), exploitée par une filiale d'EDF,

l'utilise pour traiter des ferrailles et autres pièces radioactives issues des centrales d'EDF et des installations du Commissariat à l'énergie Atomique (CEA).

L'exploitation de cette installation a été émaillée d'incidents, l'autorité de sûreté nucléaire française (ASN) avait une première fois refusé de délivrer son autorisation d'exploiter, jugeant les protections du personnel insuffisantes. Le 6 avril 2011 l'ASN rappelait d'ailleurs un «constat de lacunes dans la culture de sûreté au sein de l'installation», lacunes semble-t-il tragiquement confirmées aujourd'hui.

L'installation a d'ailleurs été épinglée à moult reprises par l'ASN. Le 25 mai 2011, lors d'un essai visant à tester les détecteurs d'incendie, un dysfonctionnement a entraîné la perte de l'alarme d'incendie de l'unité d'incinération, incident classé au niveau 1 sur l'échelle INES de gravité des événements nucléaires. Le 15 août 2010, une défaillance de l'alimentation électrique a arrêté le système de contrôle des rejets gazeux à la cheminée, incident également classé au niveau 1. Le 26 novembre 2008, un audit de surveillance interne a révélé que les détecteurs d'incendie n'étaient pas contrôlés tous les six mois comme ils auraient dû l'être, ce qui a encore été considéré comme un événement de niveau 1. Enfin, une inspection du 7 octobre 2005, entièrement consacrée à la question du risque incendie, a constaté diverses «anomalies» et «écarts notables»: nombre insuffisant de dosimètres pour les équipes d'intervention en cas d'incendie; entreposage de fûts de plastique dans un local ne disposant pas de détection automatique d'incendie; présence de liquide inflammable à côté d'un poste de soudage, etc.

Eric Besson: un vrai faux-cul atomique!

Tous ces incidents et défauts n'ont rien que d'assez banal bien sûr. Ils correspondent à ce qu'on trouve toujours et partout dans tous les coins et recoins de l'industrie nucléaire dès qu'un fait suffisamment grave conduit à lever la chape de plomb médiatique qui les occulte normalement.

Comme toujours les premières réactions officielles sont venues tenter de minimiser l'impact radiologique possible de l'accident... A 16H00, l'ASN a affirmé que l'accident

était «terminé» et ne comportait «pas d'enjeu radiologique ni d'action de protection des populations». On peut l'espérer, mais on n'est pas forcé de les croire sur parole!

La tentative de limitation des dégâts - médiatiques ! - s'est poursuivie avec la déclaration du ministre français de l'énergie Eric Besson: «C'est un accident industriel et non pas nucléaire», déclarait-il. Plus faux-cul on ne peut pas! C'est certes un accident industriel, mais l'industrie en question n'est pas celle de la dentelle... mais bien du nucléaire! Enfin, on a fait du chemin depuis les pubs TV d'EDF qui précisaient que tout bricoleur français n'utilisait pas une «perceuse électrique» mais une perceuse... nucléaire! Aujourd'hui, les fours à déchets radioactifs... et partant sans doute les perceuses, n'ont semble-t-il plus rien à voir avec ledit nucléaire!

ContrAtom réagit au quart de tour!

Quoi qu'il en soit, cet accident a démontré encore une fois que le nucléaire, comporte toujours des processus industriels non-maîtrisés qui prennent potentiellement en otage la vie de populations entières. A Genève, cet accident est de nature à nous motiver encore dans notre opposition à la poursuite de l'exploitation du site nucléaire du Bugey à 75 km de chez nous, ContrAtom appelle d'ailleurs à participer à un grand rassemblement qui se tiendra au Bugey le samedi 15 octobre prochain.

En attendant, ContrAtom, a tout de suite réagi à l'accident en invitant ses ami-e-s à un piquet vendredi 16 septembre 2011 devant le monument aux morts qui flanque le Consulat de France derrière le parc des Bastions. Nous y avons dit - comme à l'époque des mobilisations contre Superphénix - aux représentant-e-s de la France dans nos murs - que nous exigeons qu'ils ferment le Bugey, comme ils ont fermé le surgénérateur de Creys-Malville, et nous avons utilisé ce rendez-vous pour partager les dernières infos sur ce qui s'est réellement passé à Marcoule le 12 septembre et sur les enseignements à en tirer. Nous y reviendrons dans nos colonnes.

Pierre VANEK



CROISSANCE INSOUTENABLE DE GENÈVE

Sortir, de cette galère!

Croissance débridée; invasion de multinationales, financiers et traders faisant flamber la crise du logement et la spéculation; gonflement constant de la circulation transfrontalière motorisée réduisant à néant les efforts de transfert vers les transports publics; consommation d'énergie, pollution et gaz à effet de serre en hausse - la région genevoise fonce dans le mur. Le fric expulse les gens normaux de la ville et même du Canton, dans une économie toujours plus inégalitaire et gaspilleuse. De plus en plus d'articles de presse le reconnaissent. Les projets officiels pour «l'Agglo» (Agglomération Franco-Valdo-Genevoise) ne font que courir derrière les prévisions (plus 130,000 habitants d'ici 2030!). Pire, ses objectifs déjà insuffisants (pour la construction de logements, en particulier) ne sont pas respectés, particulièrement du côté genevois. Au delà du constat, il s'agit de définir un modèle alternatif, et sans doute un cadre de régulation (fiscale, d'autorisation, etc.), qui imposerait une réelle cohérence entre emplois, logement et transports, et réorienteraient le tout pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux.

La Coordination Climat Justice Sociale, dont fait partie ContrAtom, organise un Forum transfrontalier pour mettre la faillite du modèle de développement actuel sur la place publique pour:

- Encourager un large débat public sur l'impasse sociale et environnementale du modèle actuel de développement de la région transfrontalière genevoise.
- Proposer de nouvelles perspectives: à la fois socialement plus justes et satisfaisantes pour les habitants, et plus en accord avec les exigences du futur du point de vue environnemental. Ces perspectives locales doivent aussi être cohérentes avec les défis à relever plus globalement : le changement climatique, le pic du pétrole, la sortie du nucléaire, notamment.
- Encourager une convergence des multiples associations et initiatives - grandes et petites - déjà actives sur l'un ou l'autre aspect de ces problèmes, qui peut modifier le rapport de forces en faveur d'un modèle plus soutenable.

Cette initiative a été d'abord proposée par la Coordination Climat et Justice Sociale, en vue de mettre notre région en cohérence avec les objectifs climatiques définies par le GIEC, l'organisation mondiale de scientifiques chargée par l'ONU d'étudier le problème du changement climatique. Le GIEC considère qu'il faut absolument réduire les gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020, alors que les autorités

suisse ne fixent (sans forcément penser l'atteindre) un objectif de seulement 20%! Cependant, si le premier objectif concernait le climat, un rapprochement avec d'autres associations et luttes s'est rapidement imposé, car il est évident que cette problématique est en réalité indissociable d'autres abordés depuis longtemps dans la région. En effet, des solutions sociales et durables au problème du climat seront nécessairement imbriquées avec celles concernant les problèmes des transports, de la pollution de l'air, du logement, de l'emploi, de la souveraineté alimentaire et de l'énergie. Par exemple... le nucléaire

Sans parler de la lutte encore à mener dans le Canton, de l'autre côté des pointillés on chauffe encore énormément à l'électricité. En France, il existe théoriquement des prêts à taux très bas, voire à zéro pour cent, pour des rénovations écologiques, mais les barrières bureaucratiques pour y accéder sont quasi infranchissables pour un individu. Un regroupement collectif dans la région pourrait mieux les forcer.

Un tel Forum n'a vraiment de sens que comme un moment dynamisant un processus à plus long terme. Il se prépare déjà à travers des groupes de travail dans lesquels participent des individus et organisations suisses et françaises. Il doit se poursuivre au delà du forum, notamment de façon décentralisée dans les communes de la région. Toute personne intéressée peut nous contacter à travers notre page web: www.climatjusticesociale.org

Et réservez déjà les dates du Forum:

**Notre espace transfrontalier
Quel modèle de développement voulons-nous?
ven. soir 2 déc., et sam. 3 déc., dès l'après-midi
Maison des Associations de Genève**



LA DIRECTRICE DE L'OMS RENCONTRE OMS INDÉPENDANTE.

Un aveu d'impuissance et d'incompétence en rayonnements et santé mais une brèche étroite?

Au moment où la Vigie d'Hippocrate commence sa cinquième année devant le siège de l'OMS à Genève, le collectif Independent WHO1, auquel s'était joint Rémy Pagani pour la Ville de Genève, était enfin invité en mai dernier par Mme Margaret Chan, Directrice-Générale, à discuter des sujets qui motivent l'action.



La rencontre a confirmé le manque de compétence en matière d'effets des rayonnements à l'OMS et sa subordination à l'AIEA. Il s'agit du premier aveu « officiel » que les peuples du monde ne disposent pas d'une autorité internationale crédible en la matière. Mme Chan a concédé plusieurs autres points significatifs qui, rendus publics, rendraient plus criante la nécessité d'une évaluation scientifique sérieuse des conséquences sanitaires des rayonnements ionisants.

L'OMS toujours dépendante de l'AIEA!

Depuis la signature de l'Accord de 1959 avec l'AIEA, l'OMS n'a entrepris aucune recherche, fourni aucune information sans l'aval de l'AIEA. A notre demande de savoir si le mandat de l'AIEA de promouvoir l'utilisation civile de l'atome ne représentait pas un conflit d'intérêt, la directrice a annoncé que l'OMS continuera de recevoir et d'accepter des informations de la part de l'AIEA mais que « toute ingérence de cette dernière dans les prises de décision de l'OMS sera refusée ».

La Dr Chan se permet d'ailleurs de critiquer la célèbre annonce de septembre 2005 de l'OMS et de l'AIEA qui a réduit les conséquences de Tchernobyl à 50 morts directs et 4000 morts potentiels du cancer. Les estimations diffèrent entre chercheurs d'un facteur de 100, voire 1000, et ces

écarts anormaux coïncident exactement avec la source scientifique, soit qu'elle émane de l'establishment, soit des chercheurs indépendants.

Sous-estimation des radiations internes

Jusqu'à maintenant, l'OMS, suivant la CIPR et l'AIEA, n'a pas reconnu le rôle des faibles doses de rayonnements internes, chroniques, responsable à 95% de la contamination post Tchernobyl par l'ingestion d'aliments contaminés. Le fait de ne pas en tenir compte a permis de minimiser les conséquences sanitaires de Tchernobyl. Leur évaluation est basée sur le modèle d'Hiroshima, c'est-à-dire une exposition soudaine, massive et externe, qui ne s'applique pas à la contamination qui résulte des accidents et des émissions qui résultent du fonctionnement routinier des centrales. Mme Chan va-t-elle reconnaître la nécessité d'une ré-évaluation des effets sanitaires tenant compte des mécanismes spécifiques de la contamination interne?

La qualité scientifique des études dissidentes et indépendantes

Pendant 25 ans, l'OMS a balayé toute étude entreprise par des scientifiques indépendants ou des pays les plus contaminés, prétextant souvent une « mauvaise science ». Lors de cette rencontre, IW était décidé à faire éclater ce mythe, une bonne fois pour toute. Le collectif a présenté une comparaison du document clé de l'OMS/AIEA2 sur Tchernobyl avec la publication récente de l'Académie de Sciences de New York³ Selon les critères de qualité scientifique de l'OMS elle-même, c'est cette dernière qui est largement mieux documentée. Sur la base de 11 références discutables et peu diversifiées, l'OMS a imputé les conséquences sanitaires de Tchernobyl principalement... à des problèmes de santé mentale qualifiés de « radiophobie »!

L'OMS ne diffuse pas l'information existante

La CRIIRAD⁴ a lancé une pétition en avril 2011 demandant que les informations sur la contamination de l'air, collectées par les 60 stations du TICE⁵ à travers le monde, soient rendues publiques. La Dr Chan a confirmé recevoir cette information, en ajoutant qu'elle jugeait les niveaux raisonnables, donc inutiles à publier. IW a expliqué que l'objectif c'est le droit d'accès aux données brutes, et pas uniquement à l'interprétation de ces données par l'OMS (qui avoue ne pas avoir, aujourd'hui, de compétence en la matière!)...

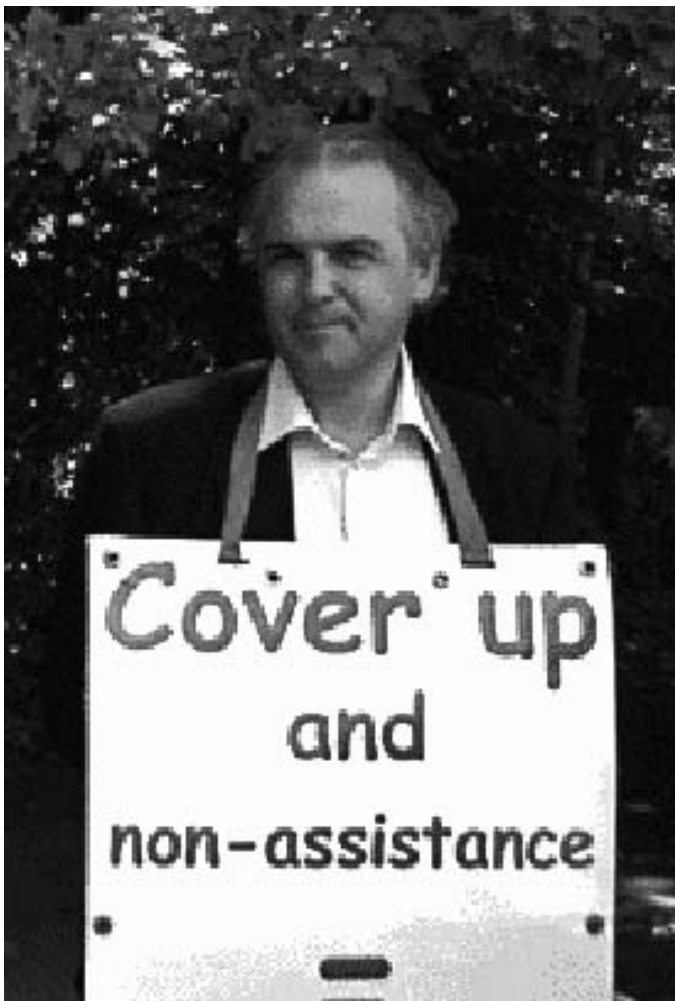
La dissimulation de Fukushima a commencé le 11 mars 2011 et l'OMS y participe activement

En ce qui concerne la catastrophe en cours au Japon, Mme Chan a affirmé d'abord qu'il n'y a pas d'impact sanitaire. IW a demandé un peu plus de précision. Elle a ensuite affirmé que seule la région autour du réacteur était affectée, puis elle a étendu cette région au territoire japonais, tout en arguant de la dilution dans l'océan... Les scientifiques indé-

pendants qui annonciaient la fusion des coeurs de 3 des 6 réacteurs dès les premières heures de la crise ont été mis en sourdine; or les faits viennent d'être reconnus officiellement! Et l'OMS annonce dès les premières heures qu'il n'y a aucun risque sanitaire...

Pagani avertit la Directrice-Générale

Elu (solidaritéS) de Genève, Rémy Pagani a accompagné IW à cette rencontre. Il a annoncé au début de la réunion qu'il était mandaté par le Conseil Administratif de la Ville de Genève à y participer et à soutenir les demandes du collectif. Se référant à la possibilité d'un autre accident majeur dans 25 ans, il a dit qu'il voulait «voir l'OMS taper du poing sur la table», pour mettre fin à ses liens avec une organisation pro-nucléaire, l'AIEA. Il a dit que si l'OMS continuait sur cette voie, elle serait totalement discréditée. A la réunion qui s'est tenue le 4 mai 2011, la nouveauté était qu'IW était reçu par Mme Chan entourée par pas moins de 5 directeurs qui nous ont écoutés sans qu'au final aucune de nos affirmations ne soit contestée.



Cependant, dans l'attente d'avancées concrètes, la Vigie d'Hippocrate continuera.

Alison Katz

For IndependentWHO



- 1 IndependentWHO (IW) exige l'indépendance de l'autorité sanitaire internationale vis à vis de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique.
- 2 Health Effects of the Chernobyl Accident and Special Health Care Programmes, WHO, Geneva 2006.
- 3 Yablokov, A., Nesterenko, V. and Nesterenko, A. Chernobyl: consequences of the catastrophe for people and the environment. Annals of the New York Academy of Sciences, Vol. 1181, Wiley Blackwell, December 2009. 330 pages, plus de 800 references.
- 4 Commission de Recherche et Information Indépendantes sur la Radiation, pétition en ligne sous <http://www.criirad.org/>
- 5 Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires



MÜHLEBERG

Mühleberg, la vieille centrale nucléaire à eau bouillante continue de nous occuper. Il y avait déjà eu des incendies pendant la mise en service (28.7.1971, feu dans la salle des machines) et cela va de pire en pire. La technologie est obsolète, la même qu'à Fukushima 1. La centrale est actuellement arrêtée pour révision et des travaux d'adaptation de la sécurité. Mais quelle sécurité?

Suite à l'accident de Fukushima, les questions de sécurité des centrales nucléaires suisses sont à nouveau à l'ordre du jour. L'une des grandes leçons de Fukushima est la mauvaise dépendance des différentes institutions de surveillance nucléaire. En Suisse, l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) a fait des rapports et analyses de Fukushima à différentes époques. Le premier rapport, datant du 5 mai 2011, est plein d'erreurs malgré l'affirmation que l'info obtenue était de bonne qualité et cela montre bien l'esprit pro-nucléaire de l'Institut. Ils ont réduit les nouveaux risques suite à Fukushima au problème des événements naturels extrêmes. Les grands problèmes techniques des installations de secours sont balayés par l'argument que nous sommes mieux équipés. Un rapport de «Fokus Anti-Atom» (www.fokusantiatom.ch) montre bien qu'il y a beaucoup d'analogies entre Mühleberg et Fukushima 1. Ce rapport demande une nouvelle analyse de l'IFSN avec des nouveaux critères pour l'arrêt des centrales nucléaires (ou leur redémarrage)



suite aux expériences au Japon. Dans une deuxième analyse fin août, l'IFSN a corrigé une partie des erreurs, mais continue de prétendre que nos centrales nucléaires sont sûres. A cela s'ajoute la liaison du président du conseil de l'IFSN, P. Hufschmied avec BKW/FMB (exploitant de Mühleberg) qui a dû démissionner à la suite de cette décou-



verte. M. H. Wanner, le directeur de l'IFSN, a expliqué dans une publication du 31 mai 2011 que la confiance n'est pas un acquis, elle se mérite. L'IFSN a encore beaucoup à faire pour se distancer du lobby nucléaire et faire des analyses neutres.

Mais revenons à Mühleberg, une centrale très vieille, une technologie des années soixante avec beaucoup de signe de vieillissement. En 1990, on a trouvé les premières fissures dans le manteau du cœur. Ces fissures s'agrandissent continuellement. Dans un premier temps, les problèmes de ces fissures étaient minimisés et seules les fissures traversantes étaient considérées comme dangereuses. En 1996, BKW/FMB a ajouté des tirants pour absorber les forces du manteau. Une fissure traversante (soudure numéro 4) a été détectée lors de contrôles en 2009, mais cela n'est même pas mentionné dans le rapport annuel de l'IFSN (Beobachter 11/11). Selon une expertise du TÜV-Nord, la sécurité n'est plus garantie avec une fissure traversante. M. Rohrbach, président de BKW/FMB, a dit dans une interview au magazine Beobachter (été 2011) qu'un changement du manteau est à exclure pour des raisons financières, mais un assainissement du manteau est nécessaire pour l'exploitation sûre de la centrale jusqu'à 2020. Même l'IFSN admet que ces tirants sont seulement une réparation provisoire et qu'une solution à long terme reste à trouver. Malgré tout cela, l'IFSN a donné l'autorisation de redémarrer.

Un autre grand problème est la sécurité contre les crues. L'IFSN a demandé aux exploitants un rapport concernant les crues dix-millénaires. Le rapport de Mühleberg se base sur une pluie de 48 heures. Plusieurs experts et savants trouvent cela trop court et demande au moins 72 heures. La réponse de l'IFSN est encore une fois identiques à celle de l'exploitant : les modifications actuelles des prises d'eau de refroidissement dans l'Aar et quelques barrages mobiles autour des fenêtres sont suffisantes. En plus, toutes les pompes de refroidissement se trouvent dans la même pièce à cause de la conception spéciale de Mühleberg avec un deuxième anneau. Une inondation de cet espace va couper le refroidissement de secours.

Un rassemblement à Mühleberg à Pentecôte avec plusieurs milliers de manifestants, soutenu par ContrAtom, a demandé l'arrêt immédiat de la centrale de Mühleberg.

Pour des raisons de sécurité, la révision de la centrale avait été avancée au début juin. Le gouvernement du canton Berne a aussi demandé une expertise neutre pour l'autorisation le redémarrage de la centrale, se basant sur le principe des contrôles à 4 yeux, coutume dans les affaires importantes. Les autorités cantonales ont elles aussi perdu confiance en l'IFSN.

Mi-août 2011, une lettre de différentes associations de protection de l'environnement était envoyée à Mme Leuthard pour demander une transparence complète, les consultations des rapports IFSN et une participation aux décisions des mesures à prendre concernant la sécurité des centrales

nucléaires suisses.

Début septembre, un blocage des routes d'accès à la centrale a de nouveau demandé l'arrêt définitif. Une intervention de la police a mis fin à cette manifestation (entre autres, un membre de ContrAtom s'est fait déloger par la police!).

En parallèle, des habitants des zones 1 ont fait recours au DETEC contre l'autorisation illimitée d'exploitation de la centrale de Mühleberg, déposé en février 2010. Ce recours est soutenu financièrement (et politiquement) par la ville de Genève. C'est au recourant de prouver le non respect de la sécurité dans cette procédure. Dans un premier temps, BKW/FMB et l'IFSN ont refusé la consultation de leurs documents. Le tribunal les a forcés à ouvrir partiellement les archives pour permettre la consultation et l'analyse de certains rapports de sécurité. Ce recours avance lentement.

A toutes ces questions, constats et problèmes, il n'y a qu'une solution: arrêtons cette centrale immédiatement et définitivement! Au lieu de dépenser une fortune pour des adaptations inutiles, investissons plutôt cet argent dans les énergies renouvelables.

Erwin Weiss



CONTRATOM A ÉTÉ SOLLICITÉE PAR LE GSSA POUR INSÉRER L'INITIATIVE SUR LA SUPPRESSION DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE DANS CE JOURNAL.

L'unanimité ne s'étant pas faite à ce sujet, nous avons décidé, (plutôt que l'insertion de la dite initiative) de donner la parole à deux protagonistes d'un avis différent.

GSSA

GRUPE POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE

POUR:

Pour en finir avec l'armée démocratique et citoyenne

Je demande pardon aux lectrices et lecteurs de Contratrom, mais il me semble qu'un bref extrait du journal du Mouvement Citoyen Genevois (MCG) pour les élections fédérales d'octobre illustre bien le contexte dont il faut tenir compte pour juger de l'opportunité de l'initiative du GSsA pour la suppression du service militaire obligatoire. «Ne bradons pas notre défense nationale! Défendons une armée citoyenne et efficace... Nous avons la chance d'avoir une armée de milice, composée de citoyens-soldats qui répond à nos traditions démocratiques. Ne la brisons pas!».

Le chemin pour démilitariser les esprits semble encore assez long dans une Suisse qui suit facilement les appels xénophobes et populistes de la droite nationaliste. La remise en cause de la conscription et de sa légitimation démocratique et citoyenne de l'institution militaire helvétique peut contribuer à la démilitarisation des esprits.

Il faut encore récolter quelques 15'000 signatures d'ici la fin octobre pour faire aboutir l'initiative. J'ai constaté que les discussions qu'elle déclenche relèvent autant des questions de fond, comme la nécessité d'avoir une armée «pour nous défendre», que des questions de forme sur quel type d'armée serait préférable, professionnelle ou de conscription. Et il y a un nombre beaucoup plus important de ce que j'ima-

ginais d'hommes et de femmes qui croient fermement que les vertus éducatives et formatrices de l'armée sont absolument indispensables pour la plupart des jeunes mâles suisses.

Les récentes exigences de la droite pro-armée (les partis politiques de droite, la société des officiers) d'augmenter les effectifs de l'armée à 100'000 hommes au lieu des 80'000 prévus par le Conseil fédéral sont accompagnés de grandes proclamations sur l'intangibilité du principe sacrosaint de l'obligation de servir. Mais l'autre exigence affirmée de plus en plus clairement concerne la nécessité d'augmenter les dépenses militaires à plus de 5 milliards de francs par année. Le maintien de l'armée de masse coûte cher.

Il est certain que les questions financières joueront un rôle important pour s'opposer à ce projet de réarmement. Mais pourquoi toujours limiter nos arguments sur les questions de porte-monnaie?

Notre opposition à l'instrument militaire implique aussi l'opposition à l'obligation d'y participer avec le service militaire obligatoire.

Tobia Schmebli

membre du comité du GSsA

On peut télécharger les listes de l'initiative à signer sur:
http://www.gssa.ch/spip/IMG/pdf/Conscription_GSsA.pdf

CONTRE:

Dérive du Groupe pour une Suisse sans Armée. A qui le GSsA sert-il la soupe?

Le 17 avril 2010, lors de son AG suisse, j'ai été le seul à m'opposer clairement et fermement au lancement de cette initiative dangereuse (vote final 57 pour, 3 contre). Depuis plus de vingt ans, je milite activement au GSsA. C'est la première fois que je dis non sur le fond et sur la forme d'une initiative insensée, puisqu'elle prépare insidieusement à

terme la future armée de métier que de nombreux politiques, économistes, industriels et militaires n'osaient pas ou plus proposer ouvertement. Comment imaginer que ce soit le GSsA qui offre cette possibilité par le biais de sa nouvelle initiative? Certes la conscription obligatoire reste un sujet fondamental de discussion, de réflexion et de remise en question. J'y souscris pleinement, mais pas à 100 à l'heure! Obligation de servir, machisme ambiant, obéir sans réfléchir, etc, les jeunes recrues ont mieux à faire pour construire leur avenir. Proposer brutalement la fin de l'obli-

gation de servir relève du populisme et d'un manque de vision politique. Et ce n'est pas en proposant le maintien d'un service civil volontaire élargi (pour les femmes et les étrangers) que l'initiative se renforce bien au contraire. Je ne vois même pas dans le texte de l'initiative la proposition d'un service civil plus large. Face aux attaques du Parlement et de l'armée contre le service civil dont les effectifs ont triplé rapidement, le GssA aurait mieux fait de lancer une initiative pour un vrai service civil volontaire, indépendant et ouvert à toutes et tous, étrangers compris.

S'il va être facile de récolter les signatures et peut-être gagner la votation, nous perdrons définitivement le service civil. Qui irait encore passer 18 mois au service civil si l'obligation de servir est abolie? Par contre, nous « gagnons » à terme une armée de professionnels que le GsSa et ses alliés auraient combattu de toutes leurs forces il y a peu de temps encore!

Une armée de métier pour qui? contre qui?



Aujourd'hui, l'armée suisse est bien malade, laissons-la dans ses doutes et son marasme. Ueli (Maurer) le Soldat n'est pas éternel au Conseil Fédéral. Son successeur et ses complices pourraient apporter rapidement de sérieux changements sur les objectifs et le rôle de l'armée... Le comble dans cette affaire c'est le GsSa lui-même qui joue au bon docteur en proposant « a new model army » pour le futur. On croit rêver.

Face à une pauvreté croissante, à une immigration en augmentation, à des attaques frontales sur le plan social, sur les solidarités, sur l'éducation et la culture on constate toutes sortes de dérives sécuritaires des politiques actuelles et le renforcement de la droite un peu partout.

Qui donc peut dire aujourd'hui que des mouvements de révoltes populaires et de résistance ne vont pas surgir en Europe? (ailleurs, les révoltes de la faim ont été clairement réprimées). La crise, les crises financières, peuvent amener les populations à se rebeller. La Grèce y a goûté, d'autres pays sont menacés. La Suisse va-t-elle y échapper? Cela a souvent été dit dans nos milieux: les vraies menaces et dangers pour un pays sont la pauvreté et ses injustices sociales, sans oublier l'aggravation de la situation écologique de la planète.

Le GsSa sera-t-il le complice de la construction à terme d'une armée de métier qui organisera la répression à l'intérieur du pays avec toutes les dérives dramatiques possibles **contre la population?**, **contre les immigrants** trop nombreux aux frontières?, **contre d'autres populations à l'étranger** par de nouvelles missions de collaboration «pour le maintien de la paix»? et in fine une alliance inéluctable avec l'OTAN?

Pour rappel, l'armée de milice a réprimé sa propre population lors des grandes grèves, les antifascistes en 1932 à Genève, les Jurassiens, etc. Qu'advient-il si des citoyens se trouvent face à une armée de professionnels déterminés et payés pour les mater?

Je me refuse donc d'être un des maillons de la construction de cette armée de métier que le capitalisme n'hésitera pas à mettre en place et à employer, si nécessaire, pour conserver et asseoir son pouvoir.

Une armée de professionnels serait encore plus coûteuse, mais surtout plus efficace et plus dangereuse... Elle sera surtout composée entre autre à la base par des chômeurs qui trouveront là un travail bien rémunéré et des abrutis qui voudront en découdre.

Nous voilà donc bien loin du chemin déjà tracé d'une Suisse sans Armée et d'une politique globale de paix. A mon avis le GsSa se tire un coup de fusil dans le pied avant son suicide probable. Comment est-il possible qu'aucune de mes thèses résumées ici n'aient suscité un vrai débat lors de cette AG orchestrée au pas de charge... Je pense hélas avoir assisté à ma dernière AG avec le GsSa.

Avec peine, amertume et regrets, j'ai donné ma démission à cause de cette dérive fondamentale du mouvement pacifiste et antimilitariste auquel j'ai consacré des années de ma vie en tant que militant et secrétaire au GsSa.

Luc Gilly

PS 1 : La proposition de lancer cette nouvelle initiative n'a pas été discutée de manière démocratique en Romandie! L'AG «romande» du 14 mars à Genève n'a attiré que peu de romands (deux?) vu le lieu décentré proposé et surtout le peu d'explications sur l'enjeu contre productif du contenu de cette initiative. Un mois plus tard, l'AG suisse décidait de lancer tout de suite cette initiative alors que nous devions discuter du lancement éventuel de celle-ci et non de prendre la décision de la lancer.

LE BUGHEY SUR LA SELLETTE

La centrale nucléaire du Bugey, située à Saint-Vulbas (Ain) à 70 km à vol d'oiseau de Genève est source d'agitation par chez nous depuis qu'on a appris qu'un centre d'entreposage de déchets radioactifs était en construction sur le site au côté des quatre réacteurs en activité (le cinquième étant à l'arrêt et en cours de démantèlement).

Il s'agit d'un sarcophage en béton de 8000m² destiné à entreposer 2000 tonnes de déchets nucléaires issus du démantèlement de réacteurs français à l'arrêt (Chooz, Brennilis, Chinon, Saint-Laurent, Creys-Malville et Bugey).

Le chantier du projet appelé Iceda (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés) a débuté en juin 2010 sous la houlette d'EDF. Les déchets conditionnés là seront censés séjourner sur place pendant 50 ans avant leur stockage définitif sous terre, dans un coffre bétonné sur un autre site. A noter au passage qu'aucune solution de stockage définitif n'est encore connue ni programmée dans le temps!

L'autorisation ministérielle pour cette installation a été accordée en avril 2010. Sept associations françaises, dont le Réseau Sortir du Nucléaire, ont immédiatement déposé des recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret en question.

A Genève, l'affaire a fait grand bruit et de nombreuses protestations n'ont pas tardé à se manifester! Le 1er juin, les associations antinucléaires, les Verts, le PS et solidaritéS ont déposé une pétition auprès du gouvernement, demandant si le Conseil d'Etat genevois avait été informé du projet, s'il avait été consulté et s'il prévoyait de s'y opposer en vertu notamment de l'article 160E de la Constitution qui prévoit que «les autorités engagent tous les moyens politiques et juridiques» contre de telles installations au voisinage de notre canton. C'est à ce titre que Genève s'était battue à l'époque contre le surgénérateur Super-Phénix à Creys-Malville.

SILENCE: ON TOURNE AU BUGHEY

C'était une idée d'une équipe de télévision de FR3!

Plan I: La 2CV antinucléaire aux plaques genevoises déboule devant la centrale du Bugey.

Plan II: Panneaux jaunes étalés sur l'herbette, banderole de ContrAtom déployée, les 4 tours de refroidissement de la centrale en arrière-plan; le décor est planté, on peut passer au **plan III:** Brève interview de la présidente de ContrAtom qui se fait pour l'occasion la porte-parole des Genevois en rogne contre le projet d'entreposage de déchets radioactifs sur le site!

Au cours de sa conférence de presse du 23 juin dernier, le Conseil d'Etat a déclaré avoir écrit aux autorités françaises, notamment au Préfet de l'Ain, pour exprimer son opposition à cette perspective.

Aux dernières nouvelles, contactée par ContrAtom qui désirait prendre connaissance du contenu de la fameuse missive et savoir si les Français y avaient donné suite, la Chancellerie du Conseil d'Etat a répondu que rien ne pouvait filtrer à ce sujet en vertu de la LIPAD (Loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles) ce qui nous paraît un peu fort de café!

Qu'à cela ne tienne, il s'agit maintenant d'occuper le terrain, raison pour laquelle ContrAtom va se joindre à la manif organisée le 15 octobre au Bugey (plus précisément à Saint-Vulbas) par diverses associations françaises, notamment « Stop Bugey ». Il s'agit non seulement de marquer notre opposition au projet Iceda mais aussi et surtout de dénoncer les dangers que représente la Centrale du Bugey dans sa globalité, à savoir:

- par sa situation géographique, en zone sismique et au bord du Rhône (risque d'inondation, aggravé par la présence du barrage du Vouglans dans le Jura)

- par la présence de plusieurs entreprises Seveso dans le voisinage avec les risques de pollution chimique que cela implique

- par la proximité de l'aéroport de Lyon.

A toutes ces raisons, s'ajoute le fait que la centrale du Bugey est l'une des plus anciennes de France (elle compte 30 ans d'âge) et qu'elle accumule les incidents.

Pas d'hésitation: ensemble au Bugey le 15 octobre! J'ai déjà les nouveaux couplets pour la chanson.

Anne-Cécile

Scénario de rêve, à un détail près: la 2 CV n'est jamais arrivée au Bugey; trop poussive, pas assez rapide, la voilà abandonnée à Archamps. C'est donc à bord de la voiture de FR3 que j'ai voyagé avec tout le fourbi!

Tout se passe ensuite selon le Plan II. Une fois le décor planté, l'interview peut débuter. «Coupez!» V'là les flics qui s'amènent à bord de 3 estafettes : les panneaux embarqués et nous avec, direction un local aménagé en commissariat dans l'enceinte du périmètre de la centrale. Je me sens toute irradiée et je crains de ne plus revoir Plainpalais. Contrôle d'identité serré, panneaux photographiés un à un, contenu des caméras visionné, c'est du sérieux!

Comprenant qu'ils n'ont pas affaire à de dangereux terro-

ristes, on finit tout de même par nous relâcher. Soupir de soulagement, ça y est, on est libre, on peut revenir au plan III: Rappel de l'opposition historique du peuple genevois au nucléaire, sa lutte contre le surgénérateur Super-Phénix, l'existence de l'article 160E, etc. L'affaire est dans le sac !

Dernier plan: Retour à Genève avec une interview de Pierre Maudet qui proteste avec véhémence contre le projet d'entreposage de déchets suivie d'une interview musclée de Pierre Vanek. Le reportage se termine en beauté avec la 2CV qui tourne autour de la Place Neuve (plusieurs fois) sous l'oeil de la caméra. Elle débarque tout droit du Bugey! Ne dites à personne qu'elle est restée en plan à Archamps!

Anne-Cécile



FUKUSHIMA: APRÈS 6 MOIS, LA CATASTROPHE SE POURSUIT EN SILENCE

Alors que l'agenda médiatique est accaparé par d'autres nouvelles internationales, la centrale de Fukushima continue de disperser jour après jour la radioactivité dans l'environnement. Et celle qui s'y retrouve déjà continue inexorablement de migrer, au gré des vents, du ruissellement, des courants marins et de la chaîne alimentaire. Dans le nord du Japon, c'est bientôt le temps de la récolte du riz, ressource essentielle et symbole de la culture nipponne ; les habitants de l'archipel s'inquiètent à juste titre de l'état de contamination de cette denrée de base. En effet, l'affaire de la viande de boeuf contaminée qui avait été distribuée sans contrôle pendant l'été risque de se reproduire, et les habitants ont perdu confiance dans leurs autorités pour assurer la sécurité alimentaire.

En cause, cette propension universelle des responsables publics et privés à vouloir à tout prix rassurer les populations, comme si le risque de panique était immanquablement supérieur en gravité face aux risques physiques liés à la contamination. Le dernier exemple en date est celui de la France, où, une fois de plus, avec l'explosion qui a eu lieu lundi 12 septembre sur le site de Marcoule, les responsables mettent en avant l'absence de contamination, à l'heure où l'on ne sait pas encore ce qui s'est passé, et si des rejets sont observables en dehors des bâtiments où le four en cause a déjà provoqué la mort d'un employé et blessé plusieurs autres.

La désinformation en cours au Japon a plusieurs sources: d'une part le lobby nucléaire qui, contrairement à ce que certains optimistes pensaient, ne désarme pas et tente

comme à son habitude et à grands renforts de moyens de minimiser les conséquences et renverser la charge de la preuve en démontrant que cette industrie est victime de l'ignorance de ses contemporains et d'une perception faussée des effets de la radioactivité. D'autre part, comme l'a bien montré l'ancienne ministre Corinne Lepage de retour du Japon, les autorités de ce pays se retrouvent acculées à faire confiance aux experts à la solde, tout en reconnaissant ne rien savoir de ce qui se passe actuellement dans la centrale. Examinons ces deux aspects, le comportement des firmes privées et celui des institutions publiques censées protéger les populations.

Premièrement, le responsable privé, la compagnie TEPCO, multiplie les informations lénifiantes, principale source relayée dans les médias nationaux et internationaux. Les mensonges se sont enchaînés, depuis le plus gros, qui consistait à faire croire qu'on ne savait pas si les enceintes des coeurs étaient fissurées, alors que les mesures de radionucléides prises dans l'environnement le démontraient en fait clairement dès les premiers jours. La Nippon Foundation¹ a même organisé un colloque les 11 et 12 septembre en ville de Fukushima, avec les habituels experts de l'AIEA, de l'OMS et consorts, dans le but exprès de «faire des recommandations visant à supprimer l'anxiété [je souligne] des résidents de Fukushima face à la radiation». Dans la présentation du colloque, l'emphase est mise sur la trop grande variété d'informations disponibles, désignée comme la véritable catastrophe (sic), augmentant chez les populations «l'anxiété et la méfiance». Une fois de plus, le souci des lobbystes de cette industrie mortifère est d'enfumer, pas d'informer en transparence! En effet, ces «experts», aussi incompetents ou malhonnêtes qu'ils soient, ne peuvent ignorer que le propre des conséquences d'une contamination nucléaire, ce sont notamment ses effets probabilistes, et donc qu'aucune déclaration péremptoire n'est à même d'apporter de conclusion, alors même que la contamination continue de s'étendre. Inutile de préciser que ce colloque n'était pas public, et pour cause: le ressentiment des habitants de la région est à son comble, comme nous allons le voir.

Deuxièmement, au niveau des autorités publiques, les contre-mesures sont erratiques: la rentrée scolaire a eu lieu sans mesures de sécurité particulières, si ce n'est que la terre de certains préaux d'école a été retirée sur une épaisseur de plusieurs dizaines de centimètres. Et cela n'a pas suffi: au moment de la rentrée des classes, en ce début septembre, des ONG ont mesuré des débits allant jusqu'à 1,5 mSv/heure dans une cour d'école, à un endroit qui avait été prétendument assaini. En dehors de la zone proche de la centrale qui a été évacuée, les émissaires du gouvernement peinent à convaincre les habitants de son honnêteté. A l'un d'entre eux venu exposer la situation lors d'une séance publique en juillet, ils ont demandé le droit d'être évacués sur une base volontaire, et la généralisation du contrôle des urines des enfants, suite à certains contrôles qui avaient révélé une contamination bien plus importante qu'attendue. Face à l'incurie et au silence du préposé, les participants énervés ont rappelé avec à propos que l'Union soviétique avait fait plus de cas de la santé des populations en évacuant beaucoup plus largement autour de Tchernobyl dans les jours qui avaient suivi l'explosion du réacteur. Par exemple, dans le village de Litate, à 40 km de la centrale, des concentrations de plus de 3 millions de Bq/m² de césium 137 ont été retrouvées, alors que les soviétiques avaient évacué à partir de concentrations 6 fois moindres.

Au plan de l'information, le ministère japonais des affaires intérieures a bien mis sur pied dès le mois d'avril une cellule de censure, envoyant aux entreprises de téléphonie, d'internet et de télévision des consignes visant à contrer les «informations illégales», c'est à dire nuisibles pour «l'ordre public et la moralité», selon la journaliste indépendante Makiko Segawa. Le ministre Goshi Hosono a lui-même reconnu que «certaines informations (...) avaient été retenues par crainte de créer une panique». C'est face à ce genre de révélations que Tamotsu Baba, maire de Namie, dans la région la plus contaminée, a assimilé la rétention d'information, notamment sur les cartes de dispersion de la contamination, à un assassinat.

PHOTOVOLTAÏQUE: L'ÉNERGIE DU PRÉSENT.

Un panneau photovoltaïque, c'est quoi?

Un panneau standard, c'est environ 12kg/m²: c'est donc nettement plus léger que les 40 ou 50kg/m² de tuiles qu'il remplace. C'est surtout une plaque de verre, et une plaque de plastique, entourant les cellules de 1mm d'épaisseur, avec un cadre aluminium, le tout assurant l'étanchéité et la plannité des cellules. Le verre, c'est du sable (silice, appelé silicium en chimie) non cristallisé, un liquide très visqueux (Étonnant, non? Des vitres très anciennes ne sont plus plates, elles ont eu le temps de couler...).

Face à cette adversité, certains citoyens japonais s'organisent: ils ont créé le Citizen's Measurement Radioactivity Station (CMRS), association destinée à collecter des informations sur la contamination radioactive dans tout le pays. Ceux-ci dénoncent l'absence d'information à destination des populations concernées, et dénoncent le fait qu'au travers des relevés médicaux effectués, on les traite comme des cobayes plutôt que comme des patients.

Ce sentiment n'est que plus vif quand on sait que le gouvernement, se sentant incapable de gérer la situation dans le respect des normes en vigueur, a fait passer la limite légale d'exposition aux radiations de 1 à 20 mSv par an, soit 20 fois plus, y compris pour les enfants, ce qui rentre en contradiction avec les normes admises internationalement par la bureaucratie nucléaire. Sans parler des travailleurs ayant à intervenir sur le site, qui prennent des doses bien plus considérables encore!

Par ailleurs, malgré ces sacrifiés, la centrale de Fukushima n'est pas près de cesser de cracher des rems. En ce qui concerne l'avenir, selon Monique et Raymond Sené, les travaux entrepris pour tenter de prendre le contrôle du site vont durer encore longtemps: «D'abord on va devoir refroidir, refroidir, puis d'ici 2, 3,... jusqu'au moins 6 ans (expérience Three Mile Island: 6 ans avant d'entrer un robot dans l'enceinte qui avait résisté à une explosion hydrogène...) et encore 6/7 ans de plus pour commencer à décontaminer». Comme l'a reporté Svetlana Alexievitch, une villageoise biélorusse disait que la catastrophe nucléaire «est comme un arbre qui pousse»...

Sébastien Bertrand

13.09.2011

1 Fondation créée en 1962 par Ryoichi Sasakawa, accusé de crimes de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale et se définissant lui-même comme «le fasciste le plus riche du monde».

Et les cellules, c'est aussi du sable, mais cristallisé: dans la nature on appelle cela du quartz. Il est fondu et purifié avant d'y ajouter les impuretés qui le rendent productif au soleil.

Un panneau photovoltaïque, c'est principalement du sable: on ne peut pas faire plus sûr et plus stable. Un panneau peut produire 30 ans sans problème, avec juste un nettoyage de temps en temps.

Fabriquer un panneau consomme moins que fabriquer les tuiles qu'il remplace et produit nettement plus.

Comment utiliser un panneau photovoltaïque?

Il faut le poser et le fixer, puis le brancher: comme une télévision, sans avoir à régler les chaînes. Il faut seulement ajouter des boîtiers pour la sécurité électrique, comme le boîtier

électrique de la maison, et un boîtier électronique, nommé onduleur, qui va formater la production électrique selon le «moule standard» de l'électricité distribuée en Suisse dans les bâtiments. Si cela pouvait être peu commun il y a quelques années, on voit arriver des «kits» rendant l'installation accessible à chacun, même si la législation actuelle oblige à l'intervention d'un professionnel, comme pour tout autre appareil électrique en Suisse. La seule contrainte essentielle: un panneau doit être complètement exposé au soleil! Il faut éviter toute ombre partielle, comme une branche d'arbre proche ou une cheminée, car non seulement le panneau ne produit pas, mais l'ombre le dégrade à la longue. On peut installer les panneaux sur un toit, particulièrement pour les constructions neuves ou pour les rénovations. Mais un abri de voiture ou une cabane de jardin sont encore plus faciles à installer.

Pourquoi utiliser des panneaux photovoltaïques?

Produire notre électricité avec des panneaux photovoltaïques répartis sur les bâtiments et les surfaces artificielles (parking, routes, ...) est la meilleure solution industrielle pour de nombreuses raisons.

1. La production répartie diminue les pertes en transport.

Avec des «centrales», il faut produire 10% de plus que l'électricité réellement consommée. Mais avec des centrales nucléaires, il faut produire 20% de plus, qui, outre les pertes en transport, sont perdus dans le fonctionnement des réacteurs et la production du combustible ;

2. La production répartie assure l'autonomie en toute situation.

Chaque commune, chaque canton acquièrent une autonomie électrique, tout en mettant en commun leurs puissances respectives : quand on voit le rôle stratégique de l'électricité dans notre économie et les effets des catastrophes climatiques qui touchent le réseau électrique, avoir des panneaux solaires sur chaque maison devrait être un objectif de sécurité civile ;

3. La production répartie diminue les risques de sécurité civile et militaire.

Quelques centrales constituent des objectifs militaires simples et non protégeables: la Serbie avait été paralysée par des bombes au graphite qui ont court-circuité les principales centrales et lignes électriques. Et pour des centrales nucléaires, la toxicité chimiques et radio-active du combustible peut détruire un petit pays avec un seul des nombreux lance-missiles «disparus des stocks» en Irak, Afghanistan ou Libye.

4. La production répartie respecte la nature.

Utiliser les surfaces artificielles disponibles permet de préserver la nature. Les surfaces artificielles disponibles permettraient de produire plusieurs fois les besoins actuels suisses.

5. La production photovoltaïque est plus économique que le nucléaire.

Une étude du National Center for Policy Analysis (NCPA) « Solar Power Prospects » de Mai 2011 (Policy Report n°334) aux USA chiffre l'électricité nucléaire entre 110 et 121\$/MWh. Ces prix ne semblent pas prendre en compte les frais de démontage et de dépollution, ni le prix des assurances (plus de 100 milliards de \$ de remboursements partiels au Japon).

L'industrialisation du photovoltaïque diminue actuellement très fortement les prix à la production, ce qui amène aujourd'hui un prix de production hors frais d'installation de l'ordre de 60\$/MWh. Cela revient à payer un panneau de 200W de «puissance crête» à moins de 200Fr.

Le plus sûr moyen de lutter contre les risques du nucléaire

... c'est de ne plus l'utiliser. Il faut donc soit faire des économies sur notre consommation électrique, soit produire assez d'électricité renouvelable pour que le nucléaire ne soit plus vendu.

Et la production photovoltaïque est la production la plus simple, la plus sûre et la plus économique actuellement.

La puissance des panneaux vous paraît faible? Ce qui fait la force de la production répartie, c'est le nombre. Si à chacun des 7,8 millions d'habitants de la Suisse correspondaient 3000Wc de panneaux photovoltaïques soit 15 panneaux de 200W sur 20m², la production annuelle serait de 23400 GWh, suffisant pour remplacer les 25 205GWh de production nucléaire brute.

En prenant en compte les économies potentielles (élimination du chauffage électrique, ...) et les autres productions renouvelables (éolien, couplage chaleur-force avec biomasse locale), une moyenne de 1000Wc par habitant sur 7m² serait suffisante, soit entre 1000Fr et 2000Fr par habitant installation comprise.

Votez contre le nucléaire «avec vos pieds»: installez ou faites installer des panneaux photovoltaïques.

Pour toute question: bernard@dugas-family.org

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8